



29 janvier 2009 :

ensemble pour le début d'un vrai mouvement

L'association Attac s'associe à la grève et aux manifestations appelées par les organisations syndicales. Attac entend, avec toutes les forces et mouvements sociaux progressistes, contribuer à la mobilisation pour des solutions à la crise actuelle, qui aillent dans le sens de la justice et du progrès social.

Il y a ceux qui trinquent

La crise touche aujourd'hui dramatiquement une grande partie de celles et ceux qui travaillent, sont au chômage ou en retraite. L'emploi est dégradé et les conditions de vie des salariés, déjà altérées par les années de vaches maigres, risquent un recul encore plus fort.

Il y a ceux qui continuent comme avant

Malgré la crise financière, la distribution des stock-options et des dividendes va continuer. La suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les stock-options, qui avait été un moment envisagée, est abandonnée.

Une politique gouvernementale...

Bouclier fiscal, réforme des heures supplémentaires et des 35 heures, budgets des services publics pressurés, système de santé attaqué, mise en œuvre de la privatisation de La Poste, allongement de la durée de cotisation de retraite, baisse de l'indemnisation des chômeurs... La crise n'empêche pas la poursuite de cette politique.

... aux résultats catastrophiques

Les entreprises licencient, se débarrassent des intérimaires et des CDD et se défaussent des aléas de leur activité sur la sous-traitance...

Le système de protection sociale et de service public dont bénéficiait la population de notre pays, acquis de haute lutte par des combats commencés il y a plusieurs dizaines d'années, a pris l'eau de toutes parts. Cette déconstruction, œuvre du capitalisme néolibéral depuis plus de vingt ans, signifie que 10 % de la valeur ajoutée est passée du travail aux profits du capital. L'Union européenne, les gouvernements des principaux pays européens, les institutions internationales et bien sûr les grands groupes patronaux ont été les artisans de cette destruction.

La faute à qui ?

Cette soif de profits, ces réformes visant à capitaliser les systèmes de retraites, à privatiser la protection sociale, afin d'alimenter la sphère financière spéculative, ont conduit à la crise actuelle.

Cette financiarisation est inhérente aux mécanismes capitalistes. Et on ne nous fera pas croire que, pour résoudre la crise, il suffirait de « moraliser » le capitalisme.

Une crise globale

La crise s'installe alors que les écosystèmes sont de plus en plus menacés par ce système qui étend son mode de production partout sur la planète, multipliant le transport des marchandises, désertifiant des régions entières. Le réchauffement climatique est maintenant avéré.

La crise énergétique n'a pas disparu malgré la baisse du prix du baril de pétrole, car la question des limites des ressources énergétiques demeure posée.

L'agriculture est, comme le reste, sous la coupe des multinationales qui veulent imposer aux paysans et à toutes les populations des productions industrialisées dont elles seules auront le contrôle.

Les produits alimentaires sont soumis aux spéculateurs, provoquant des situations dramatiques, tantôt pour les paysans soumis au libre-échange qui voient les prix baisser dramatiquement, tantôt pour les populations qui ne peuvent plus se nourrir.

Énergies renouvelables, autosuffisance alimentaire, développement socialement et écologiquement durable, voilà les enjeux à prendre en compte pour sortir de la crise actuelle.

La mondialisation de la production, des échanges de biens, de services, de capitaux... amène aujourd'hui tout le système dans la crise. Le chômage et le nombre de familles sans logement augmentent partout sur la planète, tandis que les revenus les plus bas diminuent. La dette qui étrangle les pays du Sud est moins importante que les sommes qui ont été déboursées pour rétablir les banques en faillite !

Tous ceux qui nous avaient dit que les « réformes » étaient inévitables tentent aujourd'hui de sauver la face. Bien plus, ils souhaitent rétablir au plus vite les conditions de nouveaux profits. Voilà pourquoi les mesures prises sont insatisfaisantes : les injustices sociales et fiscales sont maintenues, aucune privatisation n'est annulée, aucune mesure contre la protection sociale n'est remise en cause, et l'argent donné aux banques ne correspond en rien à un contrôle de leur activité, encore moins à des nationalisations.

ne pas jeter sur la voie publique

Attac fait des propositions alternatives au système :

Mise au pas de la finance

Attac demande l'abrogation des clauses interdisant toute restriction au mouvement des capitaux (article 63 du traité de Lisbonne) et la création d'une taxe sur toutes les transactions financières (de type taxe Tobin). Il est urgent de supprimer les paradis fiscaux, et d'interdire les fonds spéculatifs qui déstabilisent les marchés. Nous demandons la création d'un pôle financier public couvrant l'ensemble du secteur bancaire à l'échelle européenne, et soumis au contrôle citoyen.

Des mesures immédiates contre la pauvreté

Un revenu minimum permettant à chacun, chômeur, salarié ou retraité, une vie décente en accédant au logement, à la santé et à une alimentation équilibrée.

Justice sociale et harmonisation fiscale

Les salaires bas et moyens doivent augmenter et les très hauts revenus doivent être mis à contribution pour financer la protection sociale : systèmes de santé, retraite, assurance chômage.

Il est nécessaire que l'Europe harmonise vers le haut l'imposition sur les sociétés.

Défendre et localiser l'emploi :

Les licenciements doivent être interdits dans les entreprises qui font des profits et le temps de travail doit être réduit. Les productions visant le marché local doivent être maintenues sur place, une véritable politique industrielle doit concilier création d'emplois et respect de l'environnement.

Des services publics renforcés

Il faut un moratoire sur la libéralisation des services publics et les privatisations : renoncer au changement de statut de La Poste, donner des moyens à l'Éducation nationale et établir une véritable concertation avec l'ensemble de ses usagers.

Un plan climat et énergie novateur

Des choix énergétiques nouveaux, à base d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables et durables, sont indispensables pour répondre à la crise écologique globale. Les plans de relance industrielle doivent être pensés en fonction de leur reconversion nécessaire.

Une crise des institutions internationales

Depuis des années, les institutions internationales, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale, G8 prônent des politiques de libre-échange, d'ajustement structurel, font pression sur les pays du Sud pour privatiser, libéraliser, ouvrir les marchés agricoles, industriels, les services. Il s'agit d'organiser dans le monde la concurrence de tous contre tous.

La faillite de ces institutions et leur caractère antidémocratique sont avérés. Nous voulons une coopération internationale nouvelle, nous voulons un contrôle des institutions économiques et financières par une ONU démocratisée.

Les réponses à apporter à la crise globale exigent de mettre en cause les politiques pensées et mises en œuvre avec obstination en France et partout ailleurs, notamment par l'Union européenne et le G20. Pour leur faire échec, les mouvements sociaux devront poursuivre leur combat dans la perspective de la réunion du G20 qui aura lieu en avril prochain, et des élections européennes en juin.

Au-delà des crises socio-économique et écologique, les dérives autoritaires et sécuritaires visant à criminaliser les mouvements sociaux et leurs acteurs montrent que la démocratie est en danger. Le combat pour davantage de solidarité et de justice est un combat de civilisation.

Bulletin d'adhésion à Attac

NOM (en capitales)

PRENOM

Homme Femme

Date de naissance

Profession

Adresse

Code postal

Ville

Téléphone fixe

Mobile

Adresse électronique

J'adhère à Attac et verse pour l'année civile 2009 un montant de :

10 €, 30 €, 50 €, 120 €

J'effectue le règlement par :

chèque bancaire ou postal

CB n°: _____

3 derniers chiffres au dos de votre carte : _____

date d'expiration : _____

signature :

date :

Pour rejoindre Attac, envoyer ce bulletin, accompagné d'un chèque bancaire ou postal, à Attac, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex.